



Conseil économique et social

Distr. générale
27 novembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

La pauvreté est un phénomène mondial connu de tous les peuples de la Terre et a été le fléau de l'humanité à travers les âges. La Déclaration universelle des droits de l'homme stipule, à son article 25, que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ».

Les organisations internationales, quant à elles, définissent la pauvreté comme caractérisant « l'état d'une personne qui ne dispose pas d'un revenu suffisant pour se procurer le minimum de soins médicaux, de nourriture, de vêtements, d'éducation et d'autres biens nécessaires à un niveau de vie décent ». Cette définition a été élargie pour y intégrer l'importance que revêt pour l'individu l'accès à une vie décente, un environnement sain et des perspectives de participation démocratique aux prises de décisions dans la vie civile.

On considérait naguère que les pauvres étaient ceux qui n'avaient pas les moyens de se nourrir.

Le nombre des pays les moins avancés est passé de 25 en 1971 à 48 en 1999 et il est aujourd'hui de 86.

Causes et facteurs de la propagation du phénomène de la pauvreté

Bien que la pauvreté, la faim et la maladie auxquelles les pays pauvres et en développement sont en proie s'expliquent aussi par des raisons objectives, nombreux sont les chercheurs et les experts qui affirment que les pays riches en sont directement responsables et que, dans de nombreux domaines, nous ne parvenons toujours pas à faire face à cette catastrophe sur le plan humanitaire. Ces raisons sont les suivantes :

- La guerre;
- Le poids de la dette extérieure;
- L'abandon des réformes économiques;
- La corruption dans l'administration;
- La destruction du secteur agricole dans les pays pauvres et en développement;
- L'avancée de la désertification;
- La fragilité du développement et l'insuffisance de l'aide humanitaire apportée par les pays riches;
- L'augmentation des dépenses militaires.

À ces facteurs s'en ajoutent d'autres comme l'inflation, une répartition inéquitable des revenus et des richesses, de faibles niveaux de développement économique et d'éducation et un fort taux de chômage.

Les conséquences de la pauvreté

La pauvreté a les conséquences suivantes sur le plan social :

- Un comportement et une moralité individuels douteux;

- Moins d'enfants scolarisés, ce qui favorise l'illettrisme;
 - L'avènement du travail des enfants et ses conséquences néfastes sur la société et sur l'économie;
 - La détérioration de la santé et des soins médicaux et une augmentation du taux de mortalité, en particulier chez les enfants.
- La pauvreté a les conséquences suivantes sur le plan économique :
- L'apparition et la généralisation de la corruption, qui porte atteinte aux intérêts économiques du pays et qui perpétue la pauvreté;
 - La dégradation du niveau de vie.

Les solutions que nous proposons

Nous proposons ce qui suit :

- La coopération, la coordination et une action conjointe efficace de l'État et des organisations de la société civile;
- L'élaboration de cadres législatifs régissant le travail des organisations de la société civile;
- Le renforcement du rôle des associations et des organisations sociales, de manière à ce qu'elles puissent gérer leurs propres activités sans ingérence et les exercer en dehors de toute menace.

Efforts concertés de la communauté internationale

Tant que la pauvreté restera un phénomène planétaire et que le monde entier en souffrira (quoiqu'à des degrés divers), il incombera à la communauté internationale d'œuvrer avec des organisations pour y remédier.

Le système des Nations Unies reste mobilisé autour du thème de la pauvreté dans le monde et organise des conférences pour tenter d'éliminer la pauvreté extrême. Bien que conférences, programmes, plans et décisions se multiplient, les résultats escomptés peinent à se concrétiser.

Résumé

Plusieurs facteurs doivent concourir à l'élimination de la pauvreté, y compris une croissance importante de la production nationale. La relation entre la croissance et la réduction de la pauvreté est proportionnelle. Assurer aux personnes qui vivent dans la pauvreté l'accès à un enseignement de meilleure qualité, à des soins de santé, à l'alimentation, au logement, à l'habillement et à des services de base comme l'eau potable, les transports, les services médicaux et l'hospitalisation, contribue de façon efficace à l'accélération et au renforcement de la croissance économique. Cette dernière doit aller de pair avec une répartition plus juste des richesses et des revenus, sous peine de provoquer des troubles.

La croissance de la production permet aux jeunes gens qui arrivent sur le marché du travail d'avoir un emploi stable et à la majeure partie de la population de trouver du travail. Lorsque davantage de gens travaillent, la consommation augmente, ce qui peut aider à relever le niveau de vie des familles pauvres et à faible revenu qui constituent la majorité des ménages dans les sociétés arabes. Tout

le monde devrait comprendre que les économies nationales ne sont pas coupées de l'économie mondiale. Lorsque les sociétés privées perdent en productivité et que la production nationale perd en compétitivité, car la qualité de ce qu'elles produisent n'est pas à la hauteur et que les coûts de production sont élevés, les chiffres du chômage ne tardent pas à monter et les habitants du pays ont plus de peine à accéder à l'alimentation, aux traitements dont ils ont besoin, à l'éducation et à la sécurité.

À l'inverse, l'amélioration de la production a des retombées positives dans d'autres domaines, comme la capacité des femmes à se former et à trouver un travail décent afin de mieux répondre aux besoins de la collectivité, ou le recul de la corruption et de la pratique des pots-de-vin.
